Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

N° 422 du 16 Octobre 2015

L'ÉVEIL de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004

Prix : 250 F CFA

Promouvoir l'éducation des enfants au Togo :

Togocel offre des fournitures scolaires aux élèves P.7

Photo de famille des bénéficiaires et donateurs

La diplomatie active de Faure a New York porte déjà des fruits :

Le Togo choisi par l'ONU pour abriter le 1er atelier des pays francophones pour la mise en œuvre des ODD

Poignée de mains entre le Président Faure Gnassingbé et le SG de l'ONU, Ban Ki-Moon

Secteur de l'éducation :

Un jack pot de 6 milliards de F CFA du Gouvernement pour les enseignants

Komi Sélom Klassou, Chef du Gouvernement

Sécurité alimentaire à travers le projet KR 2014 au Togo :

Le Togo réceptionne 1975 tonnes de riz et du blé du japon

Col Agadazi, ministre de l'Agriculture

Cinq ans de l'ANC :

De la persistance dans l'incohérence à la déstabilisation de toute l'opposition

Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

Des réactions sur le fonctionnement du Comité dit de "Normalisation" :

Les raisons d'un échec programmé

Antoine Folly, Pdt Comité de Normalisation

AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
MON DROIT À DÉDUCTION
EST ASSURÉ

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

IKASSA ET FRÈRES
COMMERCE GÉNÉRAL

AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION
DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT
DE MON PAYS

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

Guinée / Présidentielle 2015

Les leaders politiques doivent éviter le pire et prendre exemple sur le Togo

Même si le scrutin du 11 octobre dernier en Guinée s'est déroulé dans le calme. Des voix se sont élevées contre les dérapages observés lors de la campagne électorale. Le coup de théâtre reste la demande de l'opposition pour l'annulation du scrutin. Les premiers résultats confortent Alpha Condé dans son fauteuil, mais la tension reste palpable et présage l'appel à une descente des militants de l'opposition dans la rue. L'opposition guinéenne ne doit-elle pas s'inspirer du cas togolais et se fier tout simplement aux résultats des urnes ?

Alpha Condé, Pdt de la Guinée

Des troubles lors de la campagne

Celou Dalen Diallo, principal Opposant

Lors de la campagne électorale, certains responsables de partis politiques ont, tout simplement manqué de stratégie politique, en utilisant la fibre ethnique pour convaincre leur électorat. Malencontreusement, ils avaient oubliés que la campagne électorale reste une période sensible. L'on a quelques fois assisté à des cas de violences, occasionnant un mort et une trentaine de blessés, à des attaques personnelles, où les militants se traitent de tous les noms d'oiseaux et échangent des insultes ethnocentristes, oubliant qu'ils sont issus d'une même nation.

" Nous demandons l'annulation du scrutin et nous ne reconnaitrons pas son résultat " a déclaré au sortir des urnes, Celou Dalen Diallo, principal candidat de l'opposition.

Il est clair que l'opposition guinéenne s'inscrit dans une logique de contestation. A observer les cas de violences enregistrés lors de la campagne, l'opposition guinéenne veut créer une situation qui risquerait d'engendrer une cassure au sein de la population.

Les premiers résultats de la Commission Electorale, favorable à Alpha Condé, pourraient donc amener l'opposition à faire recours à la rue, au lieu de passer par les voies légales comme l'ont recommandé les missions d'observation de l'Union Européenne et de l'Union Africaine.

Rien ne vaut la paix dit-on souvent. Parlant d'élection apaisée et sans violence, le Togo est un exemple à suivre. En ce qui concerne la présidentielle du 25 avril dernier.

Avant le déroulement du scrutin, il a été d'une importance cruciale de préparer l'esprit des Togolais, en procédant par des sensibilisations pour la non violence au sein de différentes communautés afin qu'élection ne rime plus avec affrontements et heurts.

L'exécution d'un travail en amont a été très décisive et l'idée de la mise sur pied de différentes plates-formes pour une élection réussie au niveau de la société civile a été capitale.

Il faut suivre de près les activités électorales en Guinée à la veille du scrutin du 11 octobre, pour se rendre compte que la présidentielle togolaise d'avril dernier, qui s'était avérée apaisé et sans violence a été le fruit de sacrifices, et d'engagements responsables, prônés par des acteurs politiques qui ont eu un sursaut d'orgueil patriotique et qui ont très tôt mesuré le bien fondé d'une paix sociale.

Les dérives observées au cours de la campagne électorale de la présidentielle en Guinée doivent permettre d'apprécier les efforts qui ont été réalisés par l'Etat togolais, la société civile, les différents partis politiques, sans oublier le rôle de sensibilisation joué par les médias, pour que le scrutin d'avril dernier se déroule sans heurts et sans violences.

De toute évidence, la société togolaise et les forces vives de la nation ont compris l'importance de la cohésion sociale pour un développement social digne de ce nom. Le processus de démocratisation au Togo a fait son chemin et a permis aux acteurs politiques de prendre conscience des règles, des principes, du respect et de l'estime de l'autre, lorsqu'il s'agit de la politique. Les Guinéens n'ont plus intérêt à s'enfermer dans des discours ethnocentristes, incitant à la haine. Ils devraient plutôt s'inspirer de l'exemple togolais et sauver le patrimoine commun.

Des pays comme le Togo, le Nigéria et bien d'autres, qui ont connu des scrutins apaisés, doivent faire cas d'école pour la Guinée. Cinq ans après la dernière élection et au regard des violences qui ont fait des victimes, l'on a l'impression que les guinéens n'ont pas encore pris conscience des dégâts que la violence peut causer à leur société.

Moudjib Falana

Cinq ans de l'ANC :

De la persistance dans l'incohérence à la déstabilisation de toute l'opposition

L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), après cinq ans d'existence, se targue d'avoir un bilan " satisfaisant ", en raison des trois tournées nationales effectuées, et de son implantation sur toute l'étendue du territoire à travers 73 fédérations dont trois internationales. La vraie question que se posent les Togolais aujourd'hui est de savoir si le parti Orange dispose à lui seul, comme il le prétend avec ses amis du CAP 2015, les potentialités pour arriver à l'alternance politique tant prônée ?

Pour tout togolais doté d'un esprit de discernement et de jugement, l'incohérence des propos des leaders de l'ANC se sont concrétisés lors de la célébration de leur cinquième anniversaire.

Comment comprendre cet appel "aux amis de l'opposition", à resserrer les rangs " pour combattre le pouvoir en place parce que ce n'est pas seulement une affaire de Jean-Pierre Fabre mais de tout le monde ", et affirmer au même moment que " le soutien du peuple togolais, à la formation politique et l'alliance avec laquelle elle compose en ce moment CAP 2015, peuvent à eux seuls réaliser l'alternance".

Comment peut-on affirmer que " la haine ne peut être le moteur de l'action politique ", et au même moment déclarer la guerre à certains partis de l'opposition, qui jouissent eux aussi d'une notoriété, aussi minime soit-elle, vis-à-vis des populations ?

A croire que les responsables du parti Orange et " ses amis ", insultent l'intelligence des togolais, qui ne comprendraient rien à l'irrationalité de tels discours.

Cette assertion du président Jean Pierre Fabre selon laquelle " l'opposition n'est pas affaiblie, elle est unie, rassemblée et cohérente. Si vous mettez dans l'opposition, ceux qui ne travaillent pas et passent leurs temps

Jean-Pierre Fabre, Président de l'ANC

sur les radios à inventer, à salir, à calomnier au lieu d'œuvrer à implanter leur parti qui n'existent d'ailleurs plus que de nom, en raison de leurs errements, vous êtes dans l'erreur ", est-elle vraiment unificatrice, et peut-elle promouvoir la cohésion au sein de cette opposition déjà déstabilisée ?

A la place de discours, qui manquent tout autant de légèreté, le peuple togolais a besoin d'actes concrets. C'est bien beau d'affirmer " qu'une minorité continue de "s'accaparer des richesses nationales" et nos populations vivent dans la misère, privé du minimum. Sans eau potable, et subissent quotidiennement l'arbitraire ", mais qu'est-ce qui se fait par l'opposition pour réduire cela ?

A-t-on forcément besoin d'être au pouvoir pour poser des actes allant dans l'avantage des populations nécessiteuses ? N'est-ce pas aussi une des tâches dévolues aux élus du peuple ? L'ANC n'est-elle pas le parti de l'opposition le plus représenté à l'Assemblée Nationale ? Que font-ils pour éradiquer la pauvreté et prôner une gestion plus équitable des ressources du pays ?

Voilà des questions que doivent se poser les Togolais pour éviter d'être duper par la supercherie des politiques togolais.

Gaël N.

La diplomatie active de Faure a New York porte déjà des fruits :

LE TOGO CHOISI PAR L'ONU POUR ABRITER LE 1ER ATELIER DES PAYS FRANCOPHONES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

Moins d'une semaine après son retour de New York, Faure Gnassingbé vient de remporter une bataille diplomatique pour le Togo, un véritable jack pot en direction de notre pays.

Ban Ki-Moo, SG de l'ONU

Le président Faure Gnassingbé

En effet, c'est deux semaines après la tenue du sommet sur les objectifs du développement durable tenu à New York, que la bonne nouvelle frappe à la porte du Togo. Parmi les pays francophones qui se bousculent pour la tenue d'un atelier des pays francophones pour la mise en œuvre des ODD, seul le Togo compte- tenu de son aura a été retenu.

C'est en tout cas ce qu'on peut retenir de la rencontre entre la coordinatrice du système des Nations-Unies au Togo Mme Khardiata Lo N'Diaye et le Premier Ministre Sélom Komi Klassou.

Selon Mme N'Diaye, le choix du Togo ne s'est pas fait ex nihilo.

" Le Togo n'a pas été choisi au hasard, les nations unies reconnaissent le travail qui a été fait au niveau local depuis 2013, d'abord à travers les consultations préalables à l'adoption des ODD, ensuite à travers la contribution que le Togo a eu à faire dans différents fora sur la façon dont on devait mettre en œuvre les ODD.

Cela marque l'engagement des nations à passer immédiatement à la mise en œuvre des ODD immédiatement après leur adoption. ", a déclaré Mme Khardiata à l'issue de l'audience.

La représentante résidente du PNUD au Togo a profité de l'occasion pour transmettre au Premier Ministre la satisfaction du secrétaire Général de l'ONU Ban Ki Moon, pour la participation remarquable et remarquée du Président Togolais et sa délégation à la 70ème session de l'ONU. " Le Togo a contribué à rehausser la présence de l'Afrique ", a-t-elle ajouté.

On se rappelle que c'est du 24 Septembre au 1er octobre que Faure Gnassingbé a séjourné aux Etats-Unis. Lors de son séjour, Faure Gnassingbé a eu à prononcer deux allocutions importantes, à présider des réunions de haut niveau et à déployer une grande offensive diplomatique au profit du Togo.

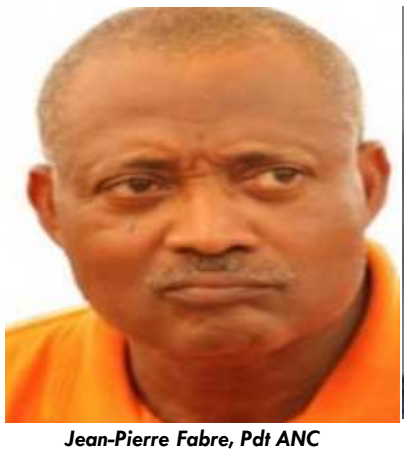
Les 17 Objectifs du Développementdurable ont été adoptés le 25 Septembre dernier.

Sam Djobo

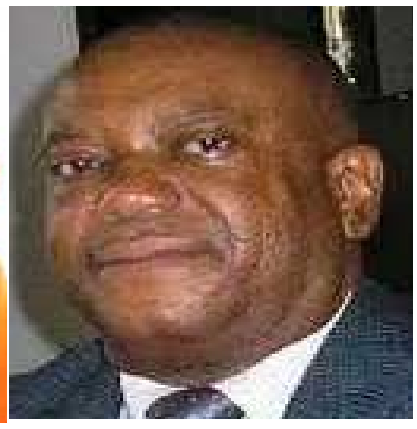
Appel pathétique de JP Fabre à la remobilisation de l'opposition :

Quand Fabre et les siens ont montré leurs limites de leadership

Après la cuisante défaite de l'opposition conduite par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) à l'élection présidentielle passée, les responsables de ce parti avec à leur tête Fabre Jean-Pierre, ont fait le constat amère du mécontentement du reste de la population qui semblait voir encore en eux quelque chose de sérieux. Ces militants ont constaté à leur corps défendant, que l'eau supposée être à l'horizon pour étancher leur soif n'était que du mirage.

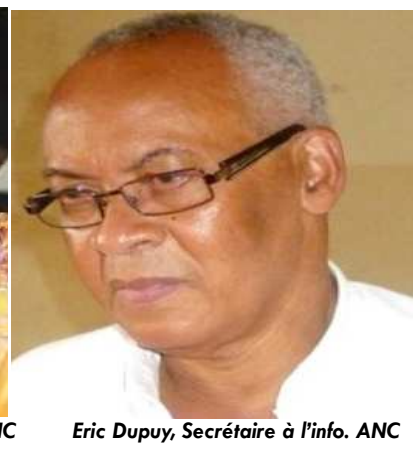


Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC



Patrick Lawson, 1er Vice-Pdt ANC

Isabellen Améganvi, 2ème Vice-Pdte ANC



Eric Dupuy, Secrétaire à l'info. ANC

En effet, l'alternance politique tant clamée et ventée comme étant un acquis et non une conquête qu'on saurait avoir à travers l'obtention des reformes constitutionnelles et institutionnelles, à ne point en douter, n'était que du l'heur, qu'une chimère. Encore combien de temps, le contesté leader de l'opposition va-t-il mener en bateau les restes naïfs qui continuent de prendre ses propos comme des paroles d'évangiles ?

Suite à cette déception, les restes militants de l'ANC, semblent avoir perdu la foi, car, ils ne répondent plus aux appels de leur leader pour les traditionnelles marches de contestations. Cette fois-ci, en effet, la mayonnaise n'a pas pris comme en 2010 où il faillait juste un coup de sifflet pour mobiliser de Bè Pa De Souza à Nyékonakoè. Les différents appels à manifestations sont restés vains et la crainte d'une chute de popularité sans vitesse initiale commence par s'emparer des responsables du parti Orange.

Les tentatives pour remonter la pente passent pour des actes infructueux. Il s'agit, entre autres, d'une sortie ratée de Me Isabelle Améganvi qui voudrait par abus de conscience des autres citoyens, pourtant éveillés, jeter de l'opprobre et toutes les responsabilités sur les autres partis de l'opposition. Cette action a été toute suite étouffée par le secrétaire général du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), en la personne du député Jean Kissi, connu aussi comme n'ayant pas sans langue dans la poche.

Sa réponse ne s'est pas faite sollicitée. D'autres comme Abass Kaboua, président du Mouvement Républicain Centriste (MRC), Georges Kouessan, Président du parti Santé du Peuple, ainsi que le président du parti OBUTS, Agbéyomé Messan, n'ont pas manqué l'occasion pour réduire au silence notre dame de fer de l'ANC.

Après moult tentatives sans succès pour, à nouveau duper la population, ces responsables de l'ANC ont surfé sur la célébration du cinquième anniversaire de leur parti pour tenter d'endormir les gens, mais comme d'habitude l'appât au bout de l'hameçon n'a pas pris de poisson.

Enfin de compte, le président de l'ANC, s'investi dans le travestissement des stratégies politiques en laçant un appel pathétique de remobilisation de l'opposition tout en discriminant certains de l'opposition qu'il qualifie de vendus. Il est allé loin pour traiter les représentations diplomatiques d'irresponsables. Ceux-là même qu'il appel à son secours pour demander au pouvoir en place de s'exécuter.

Vraiment, les responsables de l'opposition, surtout ceux de l'ANC indisposent à une stabilité politique dans notre pays.

Armand

Secteur de l'éducation :

Un jack pot de 6 milliards de FCFA du Gouvernement pour les enseignants

L'année scolaire 2015-2016 vient de commencer au Togo. Contrairement aux années précédentes, il n'y a pas eu de remue-ménages entre les syndicats des enseignants et le gouvernement. Cependant, tout semblait faire croire que les mesures prises par l'exécutif pour apaiser la situation n'étaient que des soupapes sans effets pérennes et déjà des informations filtrent que des soulèvements se préparaient. Rassurez-vous le gouvernement semble avoir pris la mesure des choses. C'est ainsi qu'avant-hier six (06) milliards de F CFA ont été débloqués pour satisfaire les enseignants.

En effet, après de longues semaines de négociations avec les syndicats et les partenaires de l'éducation, le gouvernement a annoncé le 9 octobre le paiement des primes de rentrée et de bibliothèque de tous les enseignants du secteur public.

L'annonce était attendue par des milliers de parents d'élèves inquiets de voir l'année scolaire perturbée par des mouvements (parfois violents) de grève des enseignants. Les primes de rentrée et de bibliothèque des enseignants seront payées par à partir du 15 octobre. " Le gouvernement tient absolument à ce que toute l'année scolaire ait lieu sans les tensions ou perturbations qui ont marqué les dernières années ", explique Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique.

En signe de " bonne volonté et d'engagement ", une délégation gouvernementale comprenant les ministres de la Fonction publique, des Enseignements primaires et secondaires, de la Formation professionnelle et du Budget a rencontré le 8 octobre les fédérations et organisations syndicales du secteur de l'éducation pour exprimer " la satisfaction du gouvernement pour leur contribution à la réussite de la rentrée scolaire et surtout pour annoncer la décision de déblocage des primes de rentrée et de bibliothèque ainsi que de trois mois d'avances sur solde pour les enseignants volontaires recrutés à l'issue du concours de 2013 et dont les dossiers de régularisation sont en cours de traitement ".

Le PM Sélom Komi Klassou

" Victoire d'étape "

Au total, un peu plus de six milliards de francs CFA seront décaissés par l'État au titre de cette mesure. L'intégralité des primes de rentrée et de bibliothèque doit donc être versée à partir du 15 octobre sur les comptes bancaires des enseignants du secteur public, sauf pour ceux qui n'en disposent pas et qui devront dès lors se rendre dans les guichets indiqués.

La Rédaction

Des réactions sur le fonctionnement du Comité dit de "Normalisation" :

LES RAISONS D'UN ÉCHEC PROGRAMMÉ

L'actualité footballistique au Togo a été marquée ces dernières heures par de vives réactions et des déclarations venant des principaux acteurs. Ces comportements de dénonciation pour les uns et de cris de détresse pour les autres, ne devraient pas surprendre l'opinion sportive. Les problèmes du sport au Togo ne datent pas d'aujourd'hui et il est triste de constater que la FIFA, en imposant au football national une normalisation, n'a pas pris en compte les réalités togolaises. Ainsi, le comité de normalisation ne réunissait pas de grandes chances pour une sortie de crise.

Antoine Folly, Président Comité de Normalisation

Un comité de normalisation voué à l'échec

Lorsqu'il faut tenir compte de la succession d'évènements dans le football togolais, il est plus qu'évident qu'Antoine Folly n'était pas la personne la mieux indiquée pour conduire la normalisation d'un football togolais victime de la gestion calamiteuse des dirigeants qui se sont succédés.

Antoine Folly n'était pas forcément l'homme de la situation d'autant plus qu'il a été accusé dans une salle affaire de match des éperviers à Bahreïn, dont le dossier n'a pas encore été jugé classé. Lors de sa nomination, le président du comité de normalisation ne jouissait pas de crédibilité et de neutralité, facteurs primordiaux dans une médiation.

L'on peut facilement remarquer que la tête du président ne plait pas. Or, le président n'a pas hésité de se conforter dans le fauteuil de normalisation, dans la mesure où, pour lui, il ne faut surtout pas laisser l'occasion à ceux là même qui ont fait traîner son nom dans la boue de lui dicter leur lois. Triste réalité n'est ce pas?

Une autre bourde a été de tenter d'organiser le championnat national de football, une mission qui n'était pas de son ressort, puisque n'étant pas dans la feuille de route que la FIFA a imposé. Restons là, en ce qui concerne les bévues commis par le comité de normalisation et retenons en fin de compte que Folly et son équipe ramait à contre courant.

Les togolais doivent se rendre à l'évidence, car les problèmes existaient depuis et que la situation du football togolais est comparable à une maladie chronique qui se caractérise par des crises temporelles

Le groupe des 36 et le comité de normalisation, très loin d'une collaboration

Le groupe des 36 ou 37, compte dans son rang des messieurs qui ont été associés dans un passé récent à la gestion calamiteuse du football national. Il est composé de différentes catégories d'acteurs. Il y en a ceux qui veulent se faire une nouvelle santé dans ce football après la normalisation. Idée qui ne surprend guère, car le football demeure une passion commune à tous.

En principe, il ne devrait pas avoir de débat autour des textes, simplement parce-que, quelque soit la formule adoptée les mêmes textes devraient être appliquées à tous. Mais ces mêmes textes risqueraient d'exclure certains acteurs, qui avaient rechigné à participer aux activités, sans motif valable ; raison pour laquelle, des débats se font autour de la refonte des statuts.

Chacun opte pour le texte qui l'arrange. L'on a souvent décrié dans ce pays que les présidents de ligues sont à l'origine de cette situation délétère qui prévaut dans le football. C'est bien eux, qui sont à l'origine de l'élection de ces messieurs qui ont été responsables de la gestion désastreuse dont a été victime le football national.

L'on peut comprendre que le G 36 ne tari pas d'idées et d'innovations à apporter pour réussir cette normalisation, mais manque de manière pour se faire attendre. Il est tenté de peindre en noir toutes les idées du comité de normalisation et n'a pas encore finit de digérer que c'est Folly qui doit conduire cette mission. C'est trop d'honneur pour Antoine, le mal aimé!

Cesser de faire du bruit et enterrer les égos

Lorsqu'on sait que la vie de nombreux jeunes togolais est rythmée par le football et que ces derniers attendent l'organisation des compétitions pour s'exprimer, il est triste de constater que les premiers responsables de ce football oublient la jeunesse. Le mal est très profond et les principaux acteurs ne veulent pas se sacrifier pour sauver le football. Les règlements de compte ont pris le déçus.

Le football Togolais est devenu une histoire de clans. Ces acteurs se regroupent selon les intérêts et s'organisent pour accéder au sommet du football.

Le football est un fait national et il faudrait que la plus haute autorité de l'Etat s'implique d'avantage pour résoudre définitivement la crise, car le problème togolais est un cas atypique.

Moudjib Falana

Promotion du droit des enfants vulnérables à l'éducation:

Que ne sacrifieraient pas les ministres Guy Lorenzo et Victoire Dogbé ?

Depuis des années, et sans tambours battant, les ministres Guy Madjé Lorenzo et Victoire Tomégah-Dogbé, respectivement ministre de la communication et ministre du développement à la base, œuvrent dans le domaine social. En effet, selon nos informations plus de 300 enfants composés d'enfants orphelins et d'enfants démunis leur doivent leur joyeuse reprise des cours, et ceci, à chaque rentrée scolaire.

Débordant d'humilité, nos deux ministres ne clament pas sur tous les toits comme le font d'autres personnes. Pourtant, ils méritent, vu la grandeur de la tâche de le faire savoir au public. Leurs engagements n'est que louables à tout point de vue et nous pensons qu'il faille le porter à la connaissance du public.

Crée en 1992, le Centre Social d'Education pour Tous (CSET), dénommé " Ma Patrie ", est dirigé par une vaillante femme qui a commencé à donner la chance à quelques enfants de commencer ou de poursuivre leurs études qu'ils auraient pu abandonner s'ils n'avaient pas eu la chance de la rencontrer.

Ayant entendu parler du centre et l'ayant visité pour y apprécier ce qui se faisait, le ministre Guy Madjé Lorenzo, profondément paternel, même si en apparence on pourrait croire autre chose, a été agréablement surpris. Il n'a pas fallut plus pour que le génie protecteur du ministre l'amène à prendre l'engagement de parrainer le centre pour amplifier les activités.

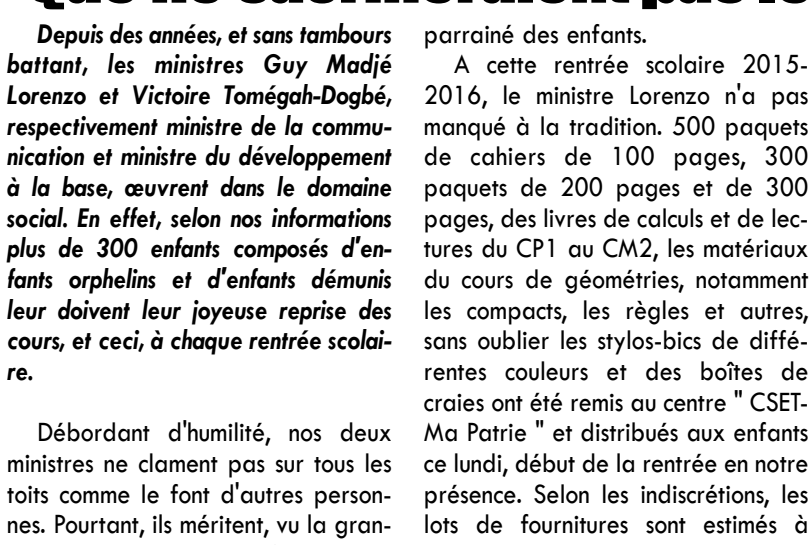
Quelque années plus tard, c'est le tour de la ministre Victoire Tomégah-Dogbé de s'impliquer activement, aux côtés de son collègue, dans ce combat pour la promotion du droit des enfants, surtout vulnérables, pour offrir aux enfants sans soutien une chance de commencer ou de renouer avec les études scolaires. Elle a pris sur elle de rendre ces enfants indiscernables aux autres qui ont leurs parents à côté d'eux, en organisant chaque fin d'année une manifestation festive désignée " le repas de Noel ". Selon les enfants, c'est un moment fantastique qu'ils souhaiteraient vivre tous les jours. Les cadeaux des enfants des centres de l'intérieur sont convoyés vers eux.

Au fil des années, le ministre Lorenzo pour donner l'opportunité à certaines personnes ou organisations capables de parrainer et de prendre en charge certains enfants orphelins et nécessiteux, a crée le " Club des Amis de G M. Lorenzo ". Quelques partenaires nationaux et internationaux se sont engagés et ont parrainé des enfants.

A cette rentrée scolaire 2015-2016, le ministre Lorenzo n'a pas manqué à la tradition. 500 paquets de cahiers de 100 pages, 300 paquets de 200 pages et de 300 pages, des livres de calculs et de lectures du CP1 au CM2, les matériaux du cours de géométries, notamment les compacts, les règles et autres, sans oublier les stylos-bics de différentes couleurs et des boîtes de craies ont été remis au centre " CSET-Ma Patrie " et distribués aux enfants ce lundi, début de la rentrée en notre présence. Selon les indiscrétions, les lots de fournitures sont estimés à environ un million de Francs FCA.

Les enfants, très joyeux, ont exprimé leurs gratitudes au ministre Lorenzo. " Je suis très content d'avoir reçu les fournitures scolaires. Je vais bien travailler avec les livres, les cahiers et les bics. Je dis merci à la directrice de mon école ", nous a déclaré l'élève Saglavi Attigan Emmanuel, âgé de 12 ans et en classe de 4ème.

D'autres élèves comme Nonglo Clarisse, 7 ans, en classe de CE1 ainsi que Picli Koffi Gédéon, 8 ans, sans oublier Kinvi Esther, 14 ans au CP1 ont également exprimé leurs contentements.



Des bénéficiaires...

Lot de fournitures scolaires

Notre descente dans le centre pour constater les faits, nous a permis d'interroger madame Ama Elise Esso, Directrice du centre.

A la question de savoir les motivations qui l'ont conduit à créer ce centre, elle nous répond : " Dans mon enfance, j'ai connu des moments difficiles pour tenir mon parcours scolaire jusqu'à la fin. Nul été le soutien désintéressé de certaines aimables personnes, peut-être que je ne serai pas là aujourd'hui. Et connaissant bien ces difficiles réalités, je me suis donné pour projet de donner une chance aux enfants qui seraient dans la même situation. Et aujourd'hui, je rends grâce à Dieu pour le peu que mon institution la " CSET " et les différents aimables partenaires arrivons à leur apporter ".

Il est clair que la gestion d'un tel centre ne soit pas chose aisée, vu le nombre d'enfants estimé à 250 enfants élèves dans le centre à Lomé. Nous avons remarqué des travaux de reconstruction pour soit agrandir la capacité d'accueil des salles, soit remplacer les constructions faites de pailles et de bois par des murs en ciment. Ceci nous a poussés à demander à Mme Ama Esso de nous parler des problèmes rencontrés dans la gestion du centre.

Mme Ama Elise Esso, Directrice du Centre

" Nous avons bien évidemment des problèmes. Actuellement, nous avons besoin d'accroître les capacités d'accueil des salles afin de favoriser une meilleure condition d'étude aux enfants. Une chose est de leur donner la chance d'être éduquer mais une autre chose est que les conditions d'études soit acceptables. Nous avons aussi des problèmes de fournitures scolaires pour permettre aux enfants de commencer les cours. A ce sujet, je tiens ici à saluer " une grandeur d'âme " qui a pris sur lui de nous accompagner chaque année en offrant aux enfants, à chaque année scolaire, des fournitures.

Il s'agit du ministre Guy Madjé Lorenzo, actuelle ministre de la Communication et parrain du centre. Cette année également, grâce à lui une très grande partie des enfants ont pu avoir leurs fournitures scolaires pour commencer les cours. Nous tenons également à saluer le soutien de la Ministre Victoire Tomégah-Dogbé, actuellement ministre du développement à la base. Nous avons aussi des difficultés à prendre en charge la rémunération du personnel enseignant et des encadreurs ", a fait comprendre madame Esso.

Les problèmes sont nombreux et apparemment visibles dans le centre. Un tour, et vous vous en convaincrez davantage. Mais, face à tous ces problèmes, la directrice affichait une détermination à accomplir de plus grande chose pour les enfants. Visiblement, elle n'était pas en bon point mais, elle s'est déplacée ce lundi pour suivre la rentrée scolaire de ses enfants vulnérables qui suscitent le débordement de son instinct maternel. Touché par cette détermination, nous lui avons demandé quelles sont ses ambitions futures?

" Une autre ambition est de voir des partenaires nouveaux parrainer tous les enfants afin de donner une chance à eux tous. C'est aussi notre ambition de faire de ce centre un cadre qui puissent donner la chance aux lycéens et aux jeunes désirant avoir une formation professionnelle comme la couture, la maçonnerie, la menuiserie et autres " a-t-elle expliqué

Rappelons que ce centre est représenté dans 5 villes au Togo à savoir : Dapaong où il y a 7 enfants à Sissiak, 5 à Goumdoga, 5 à Nanou ; Adédikopé où il y a 35 enfants ; Kpalimé où il y a 19 enfants à Adéta1, 31 à Adéta ville, 70 à Kpélé, 39 à Akata et enfin Atakpamé où il y a 20 enfants. Le Centre accueille les enfants du primaire et du collège.

En 2007, l'école a bénéficié de tables bancs offert par deux associations françaises, en 2008 des salles de classes et des latrines sont construites, en 2009, l'infirmerie du Centre a été équipée par le ministre Lorenzo et Henriette Coignard dite Maman Togo, de 2010 à 2015, le Centre a, entre autres, bénéficié des articles scolaires de la part du ministre Lorenzo, et de son collègue Victoire Tomégah-Dogbé, ainsi que de MM. Adrien Cozza, Gilles Calmes et Jamal Alouta.

Tout enfant peut être le notre et il va de soit que chacun, quelque soit son rang social, se donne le devoir moral de les écouter et de les aider.

Armand Attisso

Prévention contre la maladie à virus Ebola :

Le ministre de la Santé a réceptionné des dons de l'OMS

Une signature de transfert de propriété de plusieurs lots de matériels de lutte contre la maladie à virus hémorragique " Ebola ", au bénéfice des acteurs du ministère de la Santé a eu lieu le jeudi 1er octobre à Lomé.

Composés d'un camion Benz, d'une moto, de 32 ordinateurs portables Latitude E7250 et accessoires pour la surveillance épidémiologique au niveau opérationnel et un lot de kits de protection à virus Ebola. Ces lots de matériels sont évalués à 48 millions de FCFA.

Les districts sanitaires du Golfe, de Kloto, de Blitta, de Sotouboua, de Tchamba, de Tchaoudjo et de la direction régionale de la santé de la région centrale seront servis par le matériel.

Prof Moustapha Moujiyawa, ministre de la Santé

Le ministre a exprimé sa gratitude pour le soutien de l'OMS et fait savoir que l'Afrique de l'ouest a été secouée par la maladie à virus Ebola. Pour lui, plusieurs actions ont été menées et le Togo a joué un rôle important dans le cadre le la lutte contre cette maladie.

Pour madame la représentante de l'Organisation mondiale de la Santé, ce don a été offert pour soutenir l'engagement du gouvernement contre la maladie à virus Ebola. Elle a expliqué qu'il s'agit d'appuyer la formation des professionnels lancée par les responsables du ministère.

" Pour prévenir la maladie, il y a eu des renforcements de capacités en termes techniques et matériels " a ajouté le ministre Moustapha Moudjiyawa.

Il a ensuite promis que les dons feront l'objet d'une utilisation efficiente et dans le cadre de la mission à lui assignée.

Armand

Mutation des Centres Nationaux de Spécialisation en Centre Régionaux :

Pour un renforcement de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest

" Unis, on est plus fort " dit on souvent. C'est dans ce souci et celui de créer une mutualisation des connaissances scientifiques en matière de recherche dans le secteur agricole, au niveau régional, qu' un atelier de consultation des institutions membres des centres nationaux de spécialisation (CNS) devant évoluer en Centre Régionaux d'Excellence (CRE) de Recherche-Développement en Afrique de l'Ouest, se tient du Lundi 12 au vendredi 16 octobre à Lomé.

Cette rencontre qui est organisée au lendemain de la clôture de la conférence internationale préparatoire de la rencontre internationale de Dakar en Novembre prochain sur la revue de la politique agricole de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dénommée " ECOWAP +10 ", vise à produire des solutions d'intégration des centres de Recherches.

Le représentant du ministre de l'agriculture, M.... a fait comprendre que la tenue de cette rencontre au Togo est une marque de reconnaissance pour les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) initié en 2007 par la CEDEAO au niveau régional et exécuté par le CORAF/WECARD.

Selon lui, le Togo a commencé difficilement la mise en œuvre du PPAAO en 2012, mais grâce aux appuis de la Banque mondiale, du CORAF et des autres partenaires, sa performance est jugée satisfaisante depuis 2004. Pour lui, ces efforts ont renforcé le système de recherche et de diffusion technologique agricole du pays mais aussi et surtout, de développer les filières agricoles tout en contribuant à la croissance de l'économie.

Photo de famille des participants à l'atelier

Il a en fin salué l'accompagnement de la CEDEAO dans l'émergence des centres régionaux d'Excellence pour la recherche-développement agricole.

Pour le directeur de l'Agriculture de la CEDEAO, Alain Sy Traoré, la croissance de la production agricole repose de nos jours essentiellement sur la recherche des bonnes variétés. Rappelons que le PPAAO est composé de 4 composantes et c'est la composante 2 qui prévoit le renforcement des systèmes nationaux de recherche à travers la mise en place des centres nationaux de spécialisation (CNS)pendant une première étape de 5 ans du PPAAO. Ensuite, ces CNS devraient évoluer vers des CRE dans la deuxième étape.

Du résultat de la première étape, au total 9 CNS ont été établis. On distingue des spécialisations pour : les plantes à racines et tubercules au Ghana, le riz pluvial, irrigué de submersion profonde au Mali, les céréales sèches au Sénégal, les fruits et légumes au Burkina-Faso, les bananes plantain en côte d'Ivoire, l'Aquaculture au Nigéria, le Maïs au Bénin, l'Elevage au Niger et enfin le riz mangrove en Sierra Léonne.

Armand Attisso

Séminaire de recadrage des objectifs fiscaux 2015 de l'OTR :

La mobilisation des 480 392 732 000 FCFA de recettes fiscales sera -t- elle atteinte ?

Les recettes prévues et autorisées par la loi de finance initiale 2015 seront-elles réellement mobilisées avant la fin de l'exercice budgétaire ? Si non comment faire pour l'atteindre? Voilà les importantes interrogations qui ont meublé une rencontre entre le personnel de l'Office Togolais des Recettes (OTR) et ses dirigeants le vendredi 9 octobre à Lomé.

Tous les responsables à tous les niveaux sur le territoire togolais ont pris part à cette rencontre. L'optimisme à atteindre les objectifs fiscaux est de toute évidence partagé par tout le personnel et les dirigeants.

En effet, selon les informations contenues dans le budget national de l'exercice 2015, il est prévu, au titre des Recettes et Dépenses : 815 911 943 000 francs CFA. L'OTR a dans l'obligation fiscale de mobiliser une part des recettes fiscales dont le montant est évalué à 480 392 732 000 de Francs CFA.

Henry Gaperi, Commissaire général de l'OTR

De toute évidence, il reste encore deux mois et M. Luc Soglohou, estime que les objectifs sont atteints à 90% et seront achevés dans les deux mois restants.

Selon les dirigeants, le niveau actuel d'atteinte des objectifs est positif et encourageant, ce qui donne la possibilité même de dépasser les prévisions budgétaires.

Vivement qu'il en soit ainsi avant la fin de l'année budgétaire.

Armand

Journée mondiale de la jeune fille :

LES TOGOLAISES FACE AUX VIOLENCES SEXUELLES

Le 11 octobre est commémoré la Journée mondiale de la jeune fille. Au Togo, cette journée a été placée sous le thême : "violences sexuelles faites à la jeune fille togolaise".

En effet, ces derrières années, la jeune fille togolaise est de plus en plus objet de traitements sexuels dégradants. Selon les statistiques, 5,5% des jeunes filles de 09 à 18 ans sont victimes des violences sexuelles.

Plusieurs enquêtes faites autour du sujet au Togo depuis 2010 revèlent que la jeune fille de 9 à 18 ans est victime de violences. La prévalence de ses violences démontre que 62,5% des filles dans les ménages sont victimes des violences phisiques, 91,9% sont victimes des violences psycho-morales, 5,5% de violences sexuelles, 25% des violences économiques, 21,1% de violences institutionnalisées et 22,5% de discriminations.

En effet, selon les mêmes résultats, près d'un tièrs des femmes togolaises entre 15 à 49 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans.

Dans nos sociétés, dépuis des années, certains parents ont pensé qu'une fille n'est pas faite pour aller à l'école, qu'une fille à l'école n'aboutira à rien.

Ainsi, déjà entre 10 à 15 la fille est laissée à elle-même et souvent donnée en mariage forcé.

Pour pallier à ces pratiques dangéreuses que subit la jeune fille togolaise, la ministre en charge de l'Action sociale et de l'Alphabétisation, Tchabinandi Kolani Yentcharé a rappelé que ses violences escomptent l'avenir de la jeune fille.

Selon la ministre, " ces violences compromettent la santé et l'éducation des jeunes filles et les empêchent de se réaliser et de développer leurs compétences professionnelles, limitant ainsi leur développement personnel et leurs possibilités futures à contribuer positivement au développement de notre pays ".

Ce méssage va plus particulièrement à l'endroit des organisations de la société civile, des acteurs institutionnels et du secteur privée, aux partenaires techniques et finaciers, de multiplier leurs efforts en vue de contribuer formelement, à mettre fin à ces pratiques et la discrimination dont sont victimes les adolescentes dans nos sociétés, afin de promouvoir leur autonomisation.

Kahf Djobo

Santé :

Le traitement non médicamenteux de la migraine

La migraine est une forme de mal de tête, elle se caractérise par des crises qui varient de quelques heures à quelques jours. La durée, l'intensité et la fréquence varient d'un individu à l'autre. Des études scientifiques ont montré que la migraine peut être traité sans la prise de produits médicaux.

Une crise de migraine

En effet, Il s'agit de la méditation et de la relaxation, par des techniques désignées sous le terme " pleine conscience ", impliquant nécessairement une prise de repos après les séances. Ces techniques développées par Jon Kabat-Zin permettent très simplement et d'une manière efficace de diminuer significativement les douleurs lorsqu'elles surviennent. Une autre pratique est la thérapie comportementale, consistant à connaitre les facteurs déclenchant et à essayer de gérer les crises en pratiquant des exercices de relaxation.

Aussi, la médecine non conventionnelle, intervient-elle de fort belle manière dans le traitement des migraines.

Ainsi, l'acupuncture relative à la médecine chinoise, qui se pratique par l'implantation d'aiguilles, a une certaine efficacité dans la prévention des crises migraineuses. En phytothérapie, l'utilisation des racines produit un effet pour venir à bout de ces maux de tête atroces.

Les premières crises migraineuses apparaissent habituellement durant l'enfance. La science prouve qu'elles peuvent être héréditaires. Des facteurs environnementaux peuvent également intervenir dans le déclenchement de ces crises. Il se remarque qu'au-delà de quarante ans, les migraines se font rares et disparaissent dans la majorité des cas après cinquante (50) ans.

Cependant, il faudrait que l'on arrive à distinguer la céphalée de tension de la migraine. Les céphalées de tension sont des maux de tête qui se manifestent par une sensation desserrement sur le front et les tempes ; elles sont souvent causées par la tension nerveuse où l'anxiété. Elle ne provoque pas les mêmes symptômes que la migraine, notamment les nausées et les vomissements.

Moudjib Falana

SOCIÉTÉ : Certains licenciés de Palm Beach devant la presse

Des employés de l'hôtel Palm Beach, ont décidé de rencontrer la presse ce 12 octobre 2015 dans les locaux de la CSTT de Lomé. L'objectif de cette rencontre est de présenter un certains nombre de préoccupations d'ordre professionnel qui leurs tenaient à cœur.

Des licenciés de l'hôtel Palm Beach

La goutte qui a débordé le vase qui a suscité l'organisation de cette conférence de presse est le licenciement d'une vingtaine d'entre eux, ce samedi 10 octobre dernier pour motif économique.

Pour eux ils qualifient cette attitude de leur employeur comme un licenciement abusif et dénoncent le non respect des clauses de leur contrat.

les employés de l'hôtel Palm Beach licenciés ont dénoncé la mauvaise gestion de la gérante de l'hôtel qui n'est autre, que la fille du propriétaire.

Ils ont battu en brèche, les arguments avancés par les responsables de l'hôtel pour motiver leur licencieusement.

" Nous sommes une partie des délégués du personnel de l'hôtel palm abusivement licenciés le samedi dernier. Mais avant nous, plus de 22 employés ont été licenciés dans des conditions similaires.

Le 13 juillet 2015, parce que nous revendiquons de meilleures conditions de vie et de travail, on nous a dit que nous sommes licenciés pour motif économique. Pourtant, étant parmi les délégués du personnel, nous savons très bien que l'hôtel n'a pas de déficit financier. Nous faisions au moins par mois de 130 à 150 millions de nos francs.

En 4 mois, cela fait un demi-milliard ", a indiqué Tintino Amédéka, un des délégués licenciés.

Par ailleurs, il a relevé certains dysfonctionnements constatés au sein de l'hôtel.

" Selon notre nouveau directeur engagé récemment, depuis l'ouverture en 1991 de l'hôtel Palm beach, il n'y a pas d'amélioration dans l'enceinte. Le Smig n'est pas respecté. Les avancements ne sont pas respectés. Depuis 2006, nous revendiquons nos droits de nourriture et de transport dans certaines conditions qui ne sont pas respectées ", a-t-il ajouté.

Dans la foulée, il a énuméré les différentes doléances formulées à l'endroit de leur employeur et qui n'ont pas été prises en compte.

" Le minimum qu'on demande c'est 19 milles pour le transport et 19 milles sur la nourriture. Mais jusqu'alors sur les 38 milles du transport et de nourriture que nous revendiquons nous n'avons reçu que 15 milles francs sur nos bulletins. C'est ce qui nous a coûté notre licencieusement ", a-t-il déploré.

A en croire, Tintino Amédéka, l'employeur leur avait ouvertement déclaré qu'il a la main mise sur la justice togolaise. Donc que toutes leurs démarches n'aboutiront jamais. Par conséquent, les employés licenciés en ont appelé à l'intervention du chef de l'État, Faure Gnassingbé pour leur réintégration au sein du personnel de l'hôtel Palm Beach.

Kékéli

Promouvoir l'éducation des enfants au Togo :

Togocel offre des fournitures scolaires aux élèves

Togocellulaire, leader de la communication mobile au Togo, a procédé à une remise de dons d'articles scolaires aux élèves du quartier Lom-Nava, le 15 octobre à Lomé.

Photo de famille des bénéficiaires et donateurs

La remise symbolique a été effectuée par le directeur commercial de Togocellulaire, Agoh Bazaa Bawbady et le président de l'association FRALON Edouard Tokple.

Les dons sont composés des kits scolaires constitués de cahiers, des stylos, des ensembles géométriques, des vivres, des sacs de riz, des bidons d'huiles, etc.

L'objectif de cette action est d'encourager les jeunes élèves à poursuivre leur éducation et à ne pas se soucier des besoins en matériels scolaires. Il s'agit aussi de leur apporter un soutien moral afin qu'ils se sentent soutenus et non solitaires face aux difficultés auxquelles ils font face.

Cette noble action qui n'est pas la première du genre, est une tradition en début de chaque année scolaire. Les dons ont été réceptionnés par l'association FRALON, aussi connu sous le nom de Fraternité-Lom-Nava.

C'est dans une atmosphère conviviale, que la cérémonie de remise de dons a eu lieu en présence des représentants de l'opérateur de téléphonie mobile, des dirigeants du FRALON et de nombreux élèves.

Dans son allocution, monsieur Bawbady a souligné l'importance que revêt l'éducation des enfants dans l'avenir d'une nation. Il a terminé en prodiguant des conseils aux bénéficiaires des dons, tout en mettant l'accent l'accompagnement et le rôle des parents dans la réussite de leurs enfants. Il les a enfin exhortés à une utilisation à bon escient des articles.

C'est dans une ambiance festive que la cérémonie a été clôturée.

Kékéli

Sécurité alimentaire à travers le projet KR 2014 au Togo :

Le Togo réceptionne 1975 tonnes de riz et du blé du Japon

Le ministre de l'agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le colonel Ouro Koura Agadazi, accompagné de quelques responsables de son département, a réceptionné des tonnes de blés, dons du japon, le jeudi 14 octobre à Lomé.

Col Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture

Ce don servira à réduire le besoin en riz et en blé de la population togolaise.

Le ministre Agadazi a exprimé ses reconnaissances aux donateurs et salué les bonnes relations de coopération entre les deux pays qu'il a souhaité voir renforcer et intensifié. Il a enfin promis une utilisation efficace et efficiente des dons.

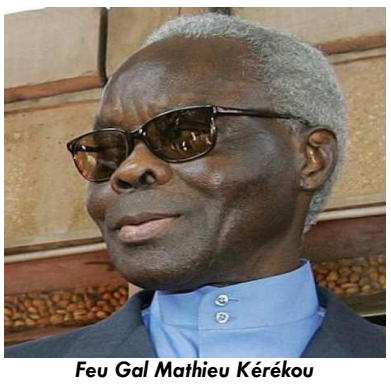
Selon le coordonateur, M. Dzaka Kokoutsè, les recettes de ces ventes serviront à financer des projets sociaux et économiques des jeunes afin de réduire leur pauvreté. Il a fait savoir que ces riz et blé est d'une bonne qualité et très prisé sur le marché. Selon lui, le produit ne subira pas de traitement supplémentaire avant sa consommation si ce n'est la cuisson.

Armand

Bénin /Kérékou, le " Caméléon " n'est plus :

BIOGRAPHIE D'UN DICTATEUR CONVERTI

Arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1972, l'homme a présidé aux destinées de son pays jusqu'en 2006, avec une interruption de cinq ans entre 1991 et 1996. Il est décédé, le mercredi 14 octobre dernier, au Bénin. A ce sujet, le président béninois, Boni Yayi a décrété une semaine de deuil national. Tous les drapeaux du pays seront en berne.



Feu Gal Mathieu Kérékou

Surnommé le " Caméléon ", cet ancien président de la République béninoise, après la transition politique au Bénin, était revenu au pouvoir par les urnes et a profondément marqué son peuple. Dans l'esprit des Béninois, sa haute figure demeurera longtemps associée aux turbulences et transformations de leur vie politique postcoloniale.

Dans les livres d'histoire, le nom de Kérékou est devenu synonyme de la démocratie, l'homme ayant présidé à la première transition réussie, en Afrique, de la dictature militaro-marxiste à un régime présidentiel multipartite. D'une certaine façon, grâce à lui, le Bénin enclavé entre l'immense Nigeria et le minuscule Togo, est devenu un modèle de démocratie pour l'ensemble de la sous région, voire du continent.

En retrait de la vie politique depuis 2006, à la fin de son second mandat de président élu, Kérékou partageait sa vie ces dernières années entre sa résidence de Cotonou et sa retraite à Natitingou, dans le Nord-Ouest. Adulé par son peuple, il avait fêté ses 80 ans en 2013, avant de tomber gravement malade l'année suivante. Il était Hospitalisé alors à Paris dans un état critique, il en était pourtant revenu en pleine forme, mais ses soucis de santé n'ont cessé de le hanter. La maladie l'a finalement emporté ce 14 octobre.

Mathieu Kérékou appartient à la deuxième génération d'hommes politiques qui ont pris (parfois arraché) les rennes du pouvoir des mains des pères des indépendances africaines.

Ancienne colonie française, le Bénin, qui s'appelait alors Dahomey a accédé à l'indépendance en 1960, mais est très vite plongé dans l'instabilité chronique à cause d'une concurrence féroce pour le pouvoir entre les anciennes élites coloniales, pour la plupart originaires du Sud.

Dans la première décennie de son existence, le pays a connu quatre coups d'Etat et autant de régimes militaires et a vu son premier président Hubert Maga céder le pouvoir aux militaires dès 1963.

Marxisme-léninisme "tropicalisé"

Né en 1933, à Kouarfa, dans le Nord-Ouest du Bénin, Mathieu Kérékou rejoint l'Ecole des enfants de troupe à 14 ans. Sa formation militaire le conduit au Mali et au Sénégal. Il étudie ensuite en France, d'abord à Fréjus (troupes de marine) puis à Saint-Maixent (sous-officier de l'armée de terre).

En 1960, lors de l'indépendance, il est sous-lieutenant, et, l'année suivante, aide de camp du président Hubert Maga. Il terminera sa carrière avec le grade de général. Ses pairs de l'armée le reconnaissent comme l'un des meilleurs officiers de sa génération.

En 1972, avec d'autres officiers, Kérékou participe à un putsch qui le porte à la présidence de son pays. Le coup d'Etat se déroule sans un coup de feu. Après une période de transition, l'option socialiste est choisie et, en 1974, les putschistes imposent le marxisme-léninisme comme idéologie officielle de l'Etat et la révolution comme horizon.

Dès 1975, le gouvernement procède à la nationalisation des grandes entreprises et rebaptise le pays République populaire du Bénin afin de réduire le poids de la tradition séculaire attachée à son ancien nom de Dahomey.

En 1977, le régime est déstabilisé par une tentative de coup d'Etat perpétré avec l'aide du mercenaire français Bob Denard. Le gouvernement s'engage dans une politique de répression contre les opposants et surtout contre les intellectuels dont beaucoup doivent alors fuir le pays. La police politique fait régner la terreur, torture et emprisonne les récalcitrants dans la tristement célèbre prison de Ségbana, dans le nord du pays.

La dérive touche aussi la gestion économique. Malgré la mise en place de programmes de développement économique et social, les communistes au pouvoir sous l'égide de Kérékou ne réussissent pas à faire décoller l'économie. C'est la faillite du marxisme-léninisme à la béninoise que les critiques du régime brocardent sous le nom de " laxisme-béninisme " à cause de la corruption et le népotisme rampants.

Le grand mérite de Kérékou est d'avoir senti le vent de l'histoire tourner. Pas seulement en Afrique, mais aussi en Europe où l'année 1989, avec la chute du mur de Berlin, voit émerger un monde nouveau. Le dictateur dahoméen aurait-il été influencé par les événements en Europe de l'Est ?

Kérékou va devoir toutefois payer le prix de sa gestion chaotique du pays pendant les années de dictature. Il perd la présidentielle de 1991 à son challenger Nicéphore Soglo, mais reviendra au pouvoir en 1996, cette fois, par la voie des urnes.

Un homme à double facette

En effet, après sa défaite en 1991, l'ex-homme fort fera preuve d'une grande maturité politique en se gardant de toutes critiques à l'encontre de son successeur.

Par conséquent, la population porta à son crédit le caractère pacifique de la transition, d'autant que son successeur Nicéphore Soglo s'était lancé dans une politique d'obstruction à la mise en place des institutions démocratiques prévues par la Conférence nationale. L'ex-dictateur profitera aussi de l'érosion du capital politique de Soglo pour revenir aux commandes en 1996 sans donner l'impression de vouloir réhabiliter l'autoritarisme de l'ancien régime.

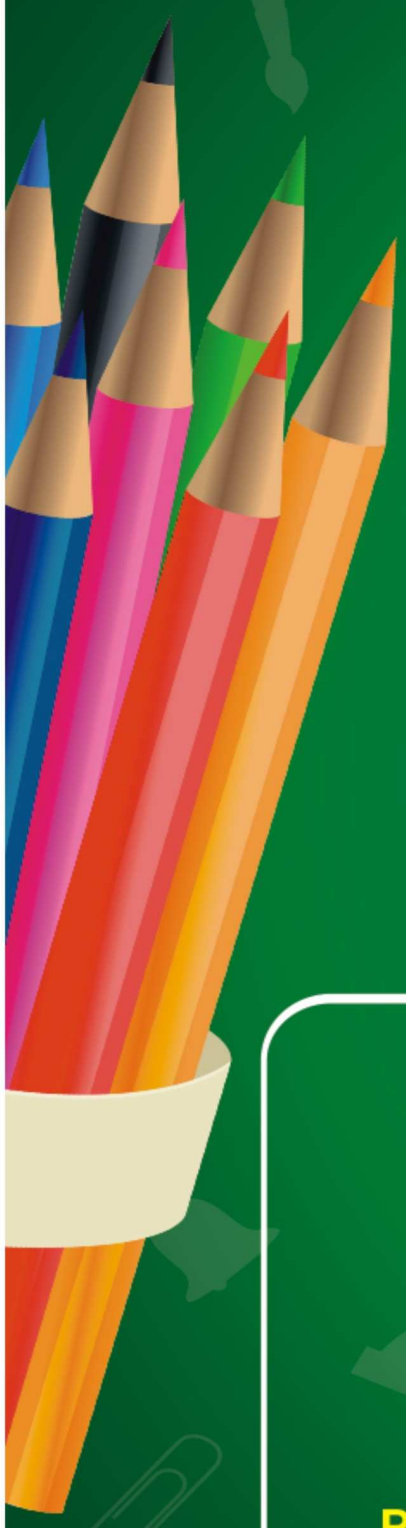
Par ailleurs, s'étant rapproché de l'Eglise pendant sa traversée du désert, le candidat sut aussi utiliser habilement le registre du religieux pour emporter la conviction de ses concitoyens. C'était du grand art !

Kékéli

TOGO CELLULAIRE

Rentrée Scolaire 2015-2016

du 1er au 31 Octobre



Pack modem 3G

+ + **FORFAIT 1Go**

15 000 F

PACK BLACKBERRY GEMINI 8520

70 000 F

PACK BLACKBERRY JAVELIN 8900

100 000 F

TOGOCEL

LE LEADER

service client:888 www.facebook.com/Togocellulaire www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001:2008

© TOGO CELLULAIRE / OCTOBRE 2015

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand Attisso
Moudjib Falana
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires